

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE A
L'OCCASION DE L'INSTALLATION DU
COMITE PIERRE MENDES FRANCE

(14 octobre 1983)

Messieurs les présidents,
Messieurs les ministres,
Monsieur le grand chancelier,
Monsieur le député,
Madame, Messieurs,

Il y a un an, Pierre Mendès France nous quittait.

Parmi les éloges qui ont accompagnés sa disparition, quelques uns, sans doute, l'auraient surpris.

Son expérience de la vie politique l'avait davantage habitué aux critiques.

Cette situation lui aurait-elle déplue ? Je ne le crois pas.

Elle a témoigné de la reconnaissance d'un peuple - tardive peut-être mais unanime - envers un homme qui n'avait cessé, en des heures graves, de se battre pour l'avenir de la France et des Français.

Deux mots, me semble-t-il, peuvent, non pas résumer, mais expliquer l'homme d'Etat que fut Pierre Mendès France. Ces mots sont: passion et raison.

Passion. On a trop souvent donné de Pierre Mendès France l'image de Cassandre. Celle du sage parlant pour l'histoire. Sage, Pierre Mendès France l'était, assurément. Mais derrière cette sagesse et cette mesure se manifestaient une conviction et une passion.

Passion de la France d'abord.

C'est cette passion qui a conduit le député de Louviers à surmonter, très vite, le "lâche soulagement" un moment ressenti après Munich.

C'est elle, qui amène l'ancien ministre du Front populaire à refuser, en 1939, une affectation sans risques et à harceler ses supérieurs pour rejoindre le front.

C'est elle qui lui fait refuser l'accablement qui a, trop souvent, suivi la défaite. Jugé de façon inique par le gouvernement de Vichy, le lieutenant d'aviation Mendès France s'évade et rejoint la France libre. Il en sera un des combattants avant d'accepter d'en devenir un des ministres.

Une même passion de la France a donc contribué à rapprocher Pierre Mendès France et le général de Gaulle. L'estime que se portaient réciproquement ces deux personnalités, au demeurant fort différentes, n'a pas empêché l'expression de divergences, ni l'apparition de conflits. L'une et l'autre ont toutefois contribué à forger la France moderne.

Passion de la France certes, mais surtout passion pour les Français.

Pour Pierre Mendès France, la France n'était pas une idée abstraite. C'était une réalité concrète. C'était aussi, et d'abord, les Français.

La devise de la République a, en quelque sorte, rythmé sa démarche. Il faut préserver la liberté. Il faut lutter, sans trêve, pour l'égalité. Il faut rechercher une fraternité plus grande.

Le cheminement politique de Pierre Mendès France a, de ce fait, suivi un cours inverse aux évolutions traditionnelles.

Il était dans la nature de cet homme de justice et de progrès de passer, sans reniement ni revirement, du radicalisme vers le socialisme. Il était dans son caractère de vouloir toujours approfondir la défense des intérêts populaires.

Passion de la France, passion pour les Français, et donc passion de la démocratie.

Pierre Mendès France n'était pas de ceux qui pensent que l'on peut faire le bien du peuple contre son gré. L'expression de la volonté populaire était, pour lui, la source unique de légitimité du pouvoir politique.

Sa passion de la démocratie, son respect absolu de la souveraineté populaire, l'ont conduit à refuser une carrière qui aurait pu se dérouler tout entière dans les palais nationaux. Cette passion l'a amené à porter témoignage, souvent en marge, mais toujours écouté, et d'abord par la jeunesse du pays.

Dans le succès comme dans l'échec, Pierre Mendès France a toujours appliqué les principes dont il se réclamait.

Cet homme passionné avait pourtant la **raison** pour suprême valeur.

Il n'y a pas là de contradiction. Au contraire, cette alliance entre la passion et la raison constitue un facteur d'équilibre et de richesse, aussi bien intellectuelle que morale.

Un exemple illustre bien, me semble-t-il, cette dualité. Dans sa première intervention à la Chambre des députés, le 27 décembre 1932, le jeune député de l'Eure avait attaqué la réforme du crédit agricole. Il reprochait à cette réforme d'être injuste, car elle favorisait les gros exploitants au détriment des petits. Il lui reprochait également d'être absurde, puisqu'elle accordait du crédit à ceux qui n'en avaient pas le plus besoin, et qu'elle ne profitait pas à l'agriculture dans son ensemble.

Pour Pierre Mendès France, la recherche de la justice et celle de l'efficacité devaient aller de pair. Elles étaient conciliables, grâce à la raison.

La raison, c'était d'abord, chez lui, l'ouverture intellectuelle. Pierre Mendès France refusait les dogmes, qui stérilisent la pensée. Cet esprit ouvert et attentif ne pouvait se laisser enfermer dans une doctrine ou une idéologie paralysantes. Cette intelligence alerte ne dédaignait aucun champ d'investigation.

De ces caractéristiques, Pierre Mendès France tirait une disponibilité intellectuelle qui l'amenait à saisir des mouvements ou des enjeux méconnus par d'autres. Ce fut le cas notamment pour les problèmes économiques internationaux, dans l'immédiate après-guerre. Et son approche de l'époque demeure d'ailleurs, aujourd'hui encore, pour l'essentiel la nôtre. Ce fut le cas aussi à propos du Moyen-Orient.

C'est toujours cet attachement à la raison qui le conduisait à rejeter tout fatalisme.

Il avait assisté à l'échec du Cartel, puis du Bloc des gauches, face aux difficultés financières et économiques. Il oeuvra donc toute sa vie à fortifier la pensée et l'action économique de la gauche. Son rôle, à cet égard, fut décisif.

Et je mettrai encore au compte de la raison, la lucidité de Pierre Mendès France. Une lucidité qui, dans la France des années cinquante, lui permit d'engager la décolonisation. En réalité, Pierre Mendès France avait entrepris de réconcilier les Français avec un de leurs plus grands principes : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Raison et passion. De cette alliance découlait une démarche intellectuelle mais aussi une démarche dans les activités publiques : la rigueur. Cette rigueur a été maintes fois démontrée. Elle a même, parfois, été poussée jusqu'à l'obstination.

La rigueur n'était pourtant, chez Pierre Mendès France, ni un parti pris ni une attitude. C'était le fruit d'une conviction. Il était intimement persuadé que seule une parfaite adéquation des choix et des moyens permet d'obtenir le résultat recherché.

Avec moins de rigueur, Pierre Mendès France eût peut-être gouverné plus longtemps. Aurait-il, en revanche, pris cette valeur de symbole et d'exemple qui explique le rassemblement national qui a marqué son décès !

C'est cette unanimité dans l'émotion qu'il nous appartient, à présent, de traduire, conformément aux engagements pris, il y a un an, par le gouvernement.

Déjà, comme le conseil des ministres du 20 octobre 1982 l'avait prévu, le centre universitaire de la rue de Tolbiac de l'université Paris I va prendre le nom de Pierre Mendès France.

Déjà, de nombreuses communes ont donné le nom de l'ancien président du conseil à des rues et à des places.

Déjà, la souscription en vue de l'érection d'un monument national "dans un lieu prestigieux de Paris" est ouverte.

Notre comité d'honneur a justement pour tâche d'organiser cette souscription, de la faire connaître, de lui donner une impulsion.

Il lui revient également de proposer au conseil de Paris le lieu sur lequel le monument pourrait être bâti.

Puis, une fois le lieu retenu, en accord avec la mairie de Paris, il nous faudra arrêter les modalités de choix des équipes qui seront appelées à ériger ce monument.

Tels sont les principaux travaux que le comité d'honneur doit mener à bien.

Madame, Messieurs, permettez moi de vous souhaiter bon courage.